

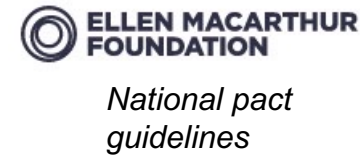
Standardization work in progress on PET packaging recyclability

Petcore conferences
08/02/2024

Vincent Colard **CITEO**



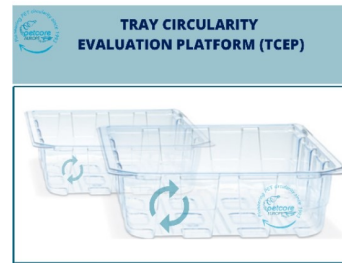
Too many recyclability guidelines in Europe ! (non exhaustive list)



RecyClass



RECOUP



CYCLOS-HTP

COTREP



Retailer guidelines



National “recyclability” definitions (non exhaustive list)

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE Texte 4 sur 147

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Décret n° 2022-748 du 29 avril 2022 relatif à l'information du consommateur sur les qualités et caractéristiques environnementales des produits générateurs de déchets

NOR : TR02201540

Publics concernés : producteurs, importateurs, distributeurs ou autres metteurs sur le marché de produits générateurs de déchets destinés aux consommateurs, y compris ceux utilisant un site internet, une plateforme ou toute autre voie de distribution en ligne dans le cadre de leur activité commerciale en France, et les consommateurs de ces produits.

Objet : mise en œuvre de l'obligation prévue par l'article L. 541-9-1 du code de l'environnement relative à l'information du consommateur sur les qualités et caractéristiques environnementales des produits générateurs de déchets.

Entrée en vigueur : l'article R. 541-223 entre en vigueur au lendemain de la publication du présent décret. Les produits ou emballages auxquels il s'applique bénéficient d'un délai d'évolution des stocks jusqu'au 1^{er} janvier 2023, dès lors qu'ils ont été fabriqués ou importés avant la date de publication du présent décret. Les articles R. 541-220 à R. 541-222 entrent en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2023, de façon progressive, par palier d'entreprise.

Notes : le décret définit les modalités d'application de l'article L. 541-9-1 du code de l'environnement, qui prévoit la bonne information des consommateurs, par les producteurs et importateurs, sur les qualités et caractéristiques environnementales des produits générateurs de déchets – notions définies dans le présent texte. Sont soumis à l'obligation d'information ainsi prévue les producteurs et importateurs qui déclarent un chiffre d'affaires annuel supérieur à 10 millions d'euros pour les produits visés à l'article R. 541-221 qui ils mettent sur le marché national et qui sont responsables au moment de la mise sur le marché de plus de 10 000 unités de ces produits. Cette information est réalisée par la mise à disposition des données par voie électronique et, le cas échéant, selon des modalités définies par arrêté, par affichage, numérique ou tout autre dispositif lisible et compréhensible au moment de l'acte d'achat. Ces qualités et caractéristiques environnementales sont notamment, selon les catégories de produits concernées, l'incorporation de matières recyclées, l'emploi de ressources renouvelables, la durabilité, la compostabilité, la réparabilité, les possibilités de réemploi, la recyclabilité, la présence de substances dangereuses, de métaux précieux ou de terres rares, la traçabilité et la présence de microfibres plastiques. Le format de mise à disposition des données relatives à ces qualités et caractéristiques environnementales auprès des consommateurs doit être aisément réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé sous une forme ouverte.

Références : le décret ainsi que le code de l'environnement qu'il modifie peuvent être consultés sur le site Legifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de la transition écologique et du ministre de l'économie, des finances et de la relance,

Vu le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH) instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CE) n° 793/93 du Conseil et le règlement (CE) n° 1831/04 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission ;

Vu le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 ;

Vu la directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages ;

Vu la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information ;

French definition by law for communication purpose, link with EPR methodology, Cotrep for plastic packaging



Stiftung
Zentrale Stelle
VERPACKUNGSREGISTER

Please note: This English version is a convenience translation – the German version shall prevail

Minimum standard for determining the recyclability of packaging subject to system participation pursuant to section 21 (3) VerpackG

in consultation with the German Environment Agency (Umweltbundesamt)

Osnabrück, 31 August 2021

German approach for design and bonus/malus system, based on single methodology and experts



Recueil des textes légaux et réglementaires de l'Agence suédoise de protection de l'environnement

ISSN 1403-8234

Règlement de l'Agence suédoise de protection de l'environnement sur la détermination des taxes sur les emballages en tenant compte de la recyclabilité;

NFS 2022:
Publié
le

adopté le XX janvier 2023.

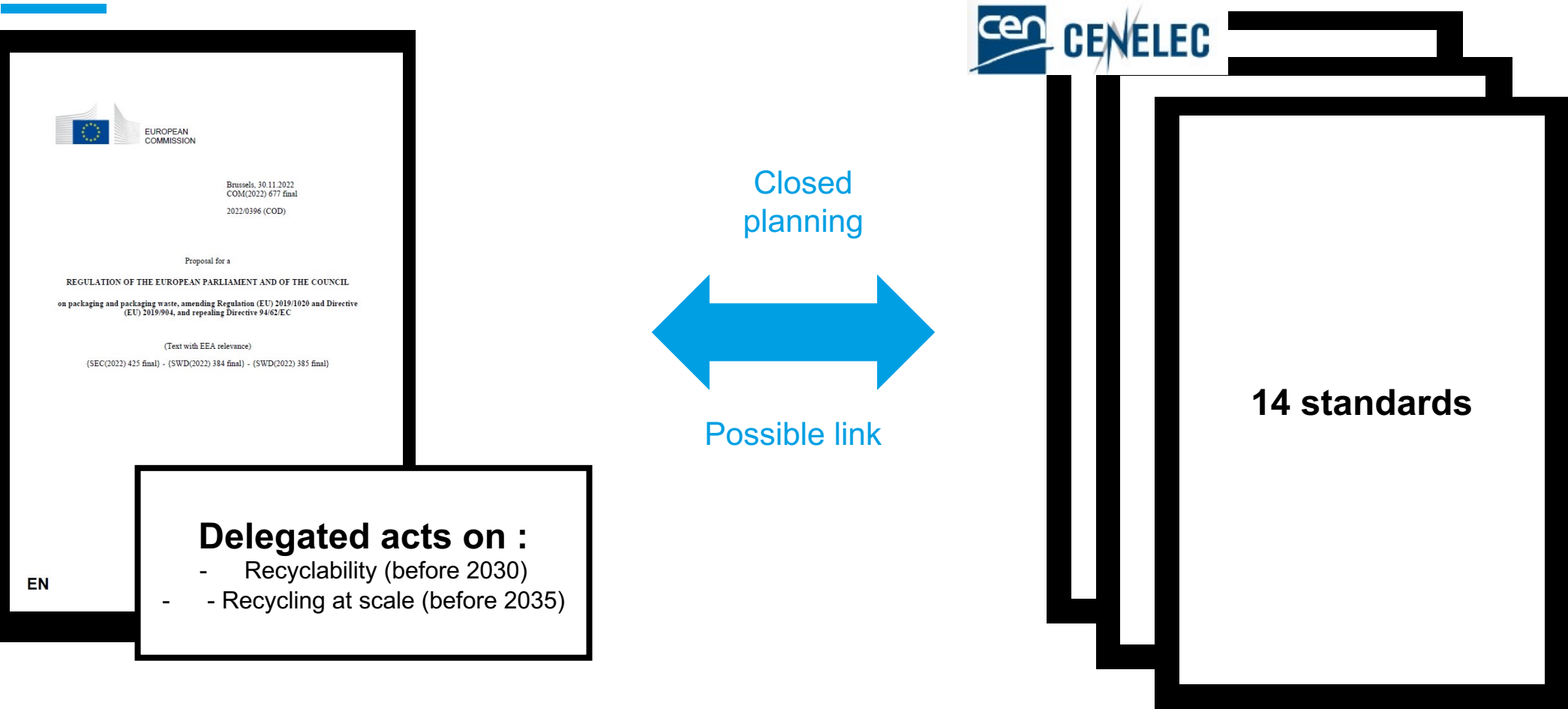
L'Agence suédoise de protection de l'environnement établit¹ ci-après, en vertu du chapitre 5, section 30 de l'ordonnance (2022:1274) sur la responsabilité du producteurs pour l'emballage.

Champ d'application

Artikel 1 Ce règlement contient des dispositions sur la façon dont une organisation compétente en matière de responsabilité des producteurs (PRO) doit tenir compte de la recyclabilité d'un emballage lors du calcul de la taxe sur l'emballage qu'un producteur paie à une organisation de responsabilité

Swedish draft law for packaging design, which introduce the 5% rule barrier and foreign material

Strong need of harmonization at European level



Moving from « voluntary » design criteria to enforced one to reach 100% of recyclable packaging

How standards will be used after 2030 ?

PPWR article 6 uses “recyclability” to allow/ban packaging from the market in 2030 and modulate ERP fees

PPWR article 11 on communication doesn't mention recyclability, so this aspect won't be harmonized at European level through PPWR (some countries have national law on that point).

Packaging ban

2030 : a packaging will be banned from the market if it reaches a grade E (or D for the Council) = recyclability score < 70%

Our standards define the recyclability score methodology and say a red constituent conducts to a recyclability score of 0%

Ecomodulation

EPR fees are approximately 10% of the price of an empty packaging in 2022

2030 : apply a modulation of the fee based on the grade

Grades are partially based on recyclability score developed by WG10

Deliver consensual standards which could be used by PPWR

A unique opportunity for plastic packaging

Standardization planning

	06/23	07/23	08/23	09/23	10/23	11/23	12/23	01/24	02/24	03/24	04/24	05/24	06/24	07/24	08/24	09/24	10/24	11/24	12/24	01/25	02/25	08/25	
Draft consultation (WG10 level)	01/06		31/08																				
Subgroups deal with comments				01/09	09/10																		
Draft consultation (SC4 level)				10/10			04/12																
Subgroups and WG10 deal with comments							05/12			03/03													
CEN admin time, WG10 isn't allowed to work on documents										04/03			03/06										
CEN inquiry (TC261 + TC in liaison)													03/06		26/08								
Subgroups and WG10 deal with comments															27/08						24/02		
NSB inquiry on wording, WG10 isn't concerned																					24/02		
NSB final votes																						05/05 30/06	
Admin and publication																					24/02		26/08

- PPWR planning : 18/12/23 Council following by the trilogue, could be voted before end of 2024
- Delegated act on recyclability : 3 years after PPWR (2027)

WG10 organization

PET bottles
(2 standards)

PETCORE

PET rigid
(2 standards)

SULAYR

PE & PP
rigid
(2 standards)

PCEP

PE & PP
flexible
(2 standards)

CEFLEX

PS rigid
(2 standards)

SYNDIFRAIS

EPS
(2 standards)

BEWI

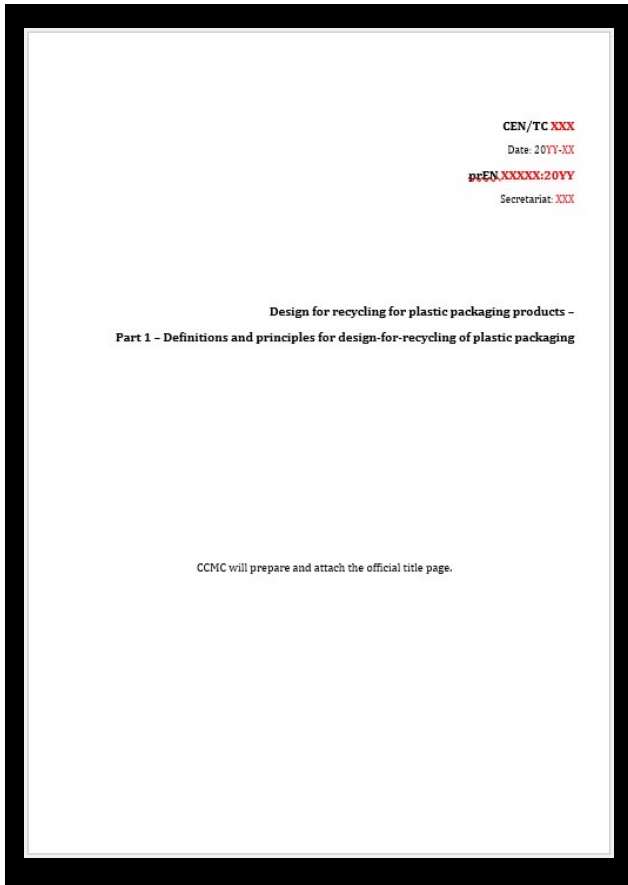
Methodology
(2 standards)

CITEO

Sorting
(1 standard)

P&G

How do 15 standards work together ?



Part 1

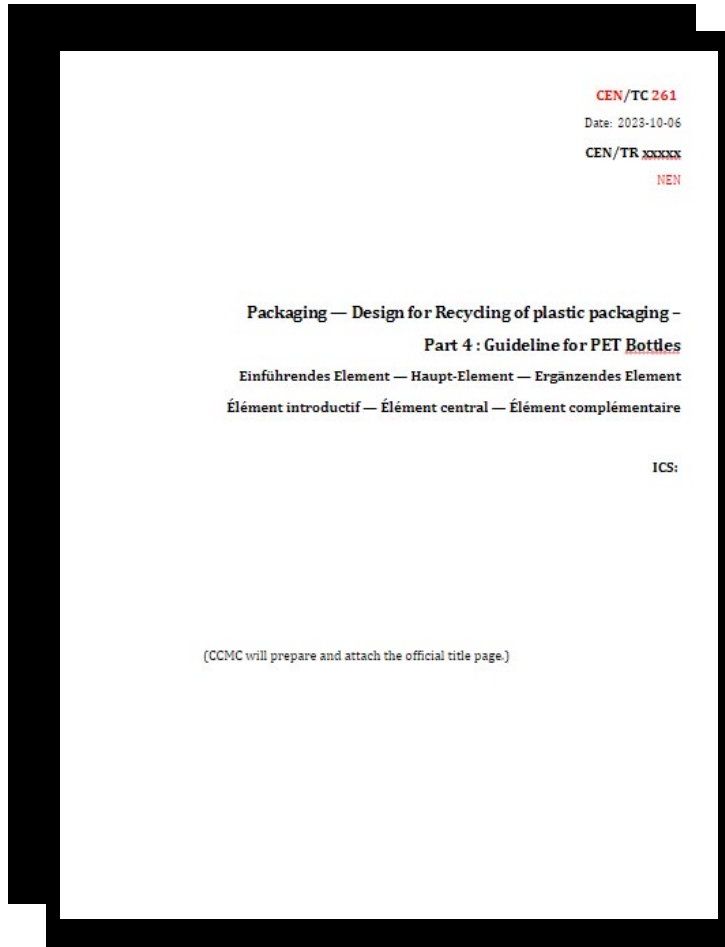


Parts 2-15

Vigilant to align all parts with the part 1 on:

- Definitions
- Wording
- A packaging which is recycled day by day without high negative impact should be classified in green and yellow column rule
- Recyclability score calculation

PET bottle – part 4 and part 10

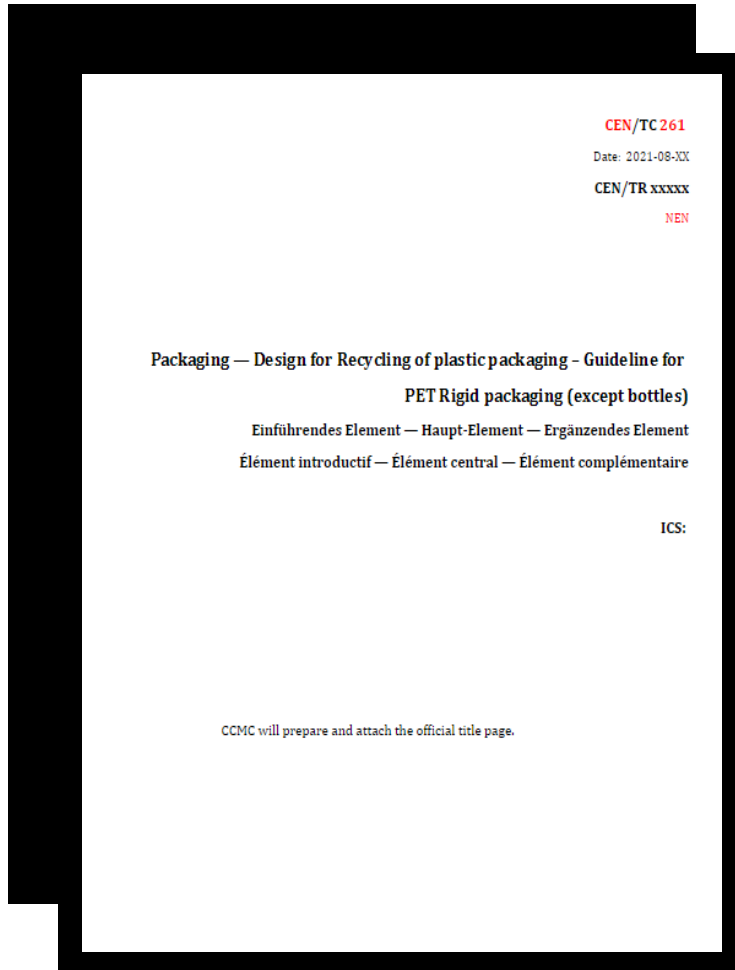


- Draft proposals from the Circular Plastic Alliance, based on EPBP
- 3 traffic light tables : clear, colored and opaque
- Based on sorting center behavior + mechanical bottle to bottle recycling

On-going discussions:

- Bottle to fiber recycling still exists, does it impact our guidelines ?
- What about “other PET” and polyester than APET used for beverage and detergent bottles ?
- White opaque or opaque ?
- The protocol is too broad and needs more precision for future users

PET bottle – part 5 and part 11



- Draft proposals from the Circular Plastic Alliance, based on EPBP
- 5 traffic light tables : clear mono, clear PET/PE, colored, white opaque and clear PET specialties (injected packaging, tubes...)
- Based on sorting center behavior + mechanical bottle to bottle recycling (reference plants depend on the traffic light table).

On-going discussions:

- Do we consider chemical recycling ?
- What about “other PET” and polyester than APET used for thermoforms?
- Good base for mono PET packaging recycling protocol with TCEP, how to adapt it for PET/PE trays ?